SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Durcissement de la grève des hôpitaux



Les grévistes ont décidé de passer la vitesse supérieure, en fermant le portail du CHUL, hier.

Sveltana NTSAME NDONG Libreville/Gabon

E mouvement d'humeur lancé le 24 février der-Inier par la Coalition des syndicats de la santé se poursuit à Libreville. Hier, il est même monté d'un cran avec la fermeture de l'entrée principale du Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL). Au grand désarroi des usagers, contraints de rebrousser chemin.

Ce durcissement serait dû, selon les grévistes, au silence observé jusque-là par les autorités. Selon le porte-parole de la coalition, Frank Biyogho Bi Mba, " constatant qu'effectivement aucune autorité n'a réagi par rapport à notre mouvement, les agents ont décidé de passer à la vitesse supérieure, notamment en fermant le portail du Centre hospitalier universitaire de Libreville. Cette décision a été prise au cours de l'AG que nous avons eue ce matin (hier, ndlr). Lors de cette rencontre, nous avons présenté à la base toutes les démarches que nous avons entreprises pour rencontrer les autorités. Mais aucune d'entre elles n'a réagi, plus particulièrement notre ministre de tutelle, et encore moins le

Premier ministre, chef du gouvernement. Estimant que c'est un manque de considération à la suite duquel nous avons voulu donner un signal fort ", a-t-il déclaré.

Rappelons que les points de revendications à l'origine de cette grève sont, entre autres, le paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP) du 2e trimestre 2015, la régularisation des situations administratives des agents, la réouverture des écoles de santé de Makokou et Mouila.

ANFPP: un conseil d'administration sous le sceau des réformes

Hans NDONG MEBALE Libreville/Gabon

🕇 ous tutelle du ministère de la Formation professionnelle, l'Agence nationale de formation et de perfectionnement professionnel (ANFPP), a tenu son conseil d'administration jeudi dernier à Libreville. Avec pour objectif de poursuivre le renforcement des acquis et la prise en compte des orientations du gouvernement en matière de mise en œuvre de la formation professionnelle au Gabon.

Dirigée par Claude Augé Akoulou Eyeleko, président dudit conseil, cette session avait aussi pour but de faire le point des réformes souhaitées par les plus hautes autorités, en tête desquelles le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, qui a fait de la formation professionnelle une priorité de sa politique. "Le chef de l'État est clair sur la question. On ne doit plus former des chômeurs au Gabon. C'est la raison pour laquelle l'Agence doit



Les membres de l'ANFPP durant le conseil d'administration.

s'atteler à former le personnel nécessaire dont la nation gabonaise a besoin, en prenant en considération toutes les filières dites à haute intensité d'emploi", a indiqué le directeur général de l'ANFPP, François Enghona Edima.

Avant d'ajouter que "nos centres de formation sont opérationnels et, actuellement, il y a près de 2600 stagiaires en formation initiale. Nous venons aussi d'expérimenter un nouveau mode de formation avec un partenariat tissé avec l'Office national de l'emploi (One). C'est la formation idéale de certains jeunes déscolarisés de l'espace d'âge compris entre 16 et 24 ans".

